

Vague de suicides chez les agents du fisc

QUAND BERCY

CRAQUE

Alors que s'ouvre le débat sur la réforme fiscale, Pierre Moscovici doit faire face à un autre dossier explosif : vingt-six fonctionnaires de son ministère se sont donné la mort en 2012.

PAR PAULINE GRAND D'ESNON

Rigueur Lorsque Pierre Moscovici a pris ses fonctions au ministère de l'Économie (ici, le 17 mai 2012), il a hérité d'une situation sociale très dégradée chez les employés placés sous sa tutelle.



La réforme fiscale voulue par Jean-Marc Ayrault promet d'être explosive. Annoncée alors même que le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, en écartait l'hypothèse quinze jours plus tôt, elle vient s'ajouter à d'autres dossiers à hauts risques pour le locataire de Bercy. De fait, celui-ci a également hérité d'un incendie interne. Un seuil d'alerte a été franchi en 2012 : vingt-six agents se sont donné la mort, et treize d'entre eux ont tenté de se suicider dans des locaux de l'administration, et ce sur tout le territoire. Un chiffre similaire aux années précédentes depuis que l'indicateur a été mis en place, en 2010. En outre, les déclarations de souffrance au travail auprès des médecins de prévention, l'équivalent dans le public de la médecine du travail, ont explosé. Avec un chiffre de 2 940, cela représente une hausse de 13 % par rapport à l'année précédente et de 40 % par rapport à 2009. Bien évidemment, il ne s'agit que des déclarations de ceux, sur les 152 000 travailleurs du ministère de l'Économie et des Finances, qui prennent l'initiative de faire état de leur détresse.

Principalement touchée, la Direction générale des finances publiques (DGFiP), le plus grand service du ministère, a enregistré à elle

Des statistiques rythment la journée du fonctionnaire

seule vingt et un suicides en 2012. La tension qui règne en son sein atteint un pic en haute saison fiscale. Dans le jargon interne, les agents parlent d'« aller au front », c'est-à-dire au « front office », l'accueil des contribuables. Entre six cents et mille personnes défilent chaque jour, en octobre et novembre, dans les grands centres parisiens. Des précaires venus demander un échelonnage des paiements, des particuliers nouvellement imposables, des seniors dépassés par l'informatisation de leur dossier... C'est souvent là que la pression fiscale débouche sur une explosion. Récemment, un guichetier de proche banlieue parisienne a été agressé en arrivant au travail. L'an passé, un coup de feu a été tiré dans un centre, à Creil, et un autre à Compiègne. En 2012, 349 déclarations de violences physiques ou verbales ont été recensées. Yoann*, agent d'accueil dans un service des impôts pour les particuliers (SIP) de l'Ouest parisien, admet : « Nos noms sont visibles par le public. Ça m'est arrivé qu'on me retrouve sur les pages blanches et qu'on m'appelle chez moi, pour me dire "Je sais où tu habites". »

Les rapports de la médecine de prévention, auxquels les syndicats ont eu accès, ont pointé en 2012 « une perte de sens au travail ». Les agents craquent. Léna Lainé, de Solidaires Finances publiques, fulmine : « Ça fait des années que nous dénonçons ces conditions de travail. Tous les secteurs ont été touchés par des restructurations, parce que Bercy est supposé être exemplaire. » Cure d'austérité oblige, le ministère de l'Économie taille dans ses budgets. ●●●